

PHILOCITÉ

De la maternelle à l'université, en passant par les maisons de jeunes, les centres culturels, les bibliothèques, les IPJP et les prisons, PhiloCité diffuse dans l'espace public les outils de la philosophie.

Parce que prendre le temps de réfléchir collectivement, sur un sujet du quotidien saisi au vol ou sur les grands thèmes qui balisent l'histoire de la philosophie, c'est se donner les moyens de s'émanciper.

PhiloCité propose, en Belgique et à l'étranger, des animations, des formations, des conférences et des travaux de recherche, dans un souci permanent d'émancipation, tant individuelle que collective.

Égalité femmes-hommes, repolitiser le débat ?

Pour mesurer l'évolution de la condition des femmes, on peut prendre en compte des indicateurs chiffrés, l'émergence de nouvelles idéologies ou la défense de discours égalitaires. Et en tirer des leçons qui sont forcément à géométrie variable.

La condition des femmes a-t-elle évolué chez nous et dans le monde, sensiblement et d'une façon favorable ? Cette question fut celle que nous nous sommes posée lors d'une émission de la Brigade d'Intervention Philosophique sur 48 FM, émission animée par Guillaume Damit, de PhiloCité¹. Plus précisément cette question nous était adressée par Nathalie Frieden, que l'on peut présenter ici comme une féministe militante suisse.²

Comment répondre à cette question ? Une première tentation est de chercher des indicateurs qui paraissent objectifs, comme l'augmentation du nombre de femmes parvenant à la fin des études secondaires, la diminution du nombre d'enfants, l'écart salarial entre les hommes et les femmes (qui diminue mais reste très marqué), la lutte pour une écriture inclusive, qui n'accentue

pas linguistiquement l'inégalité parce que « le masculin l'emporte », la garde alternée des enfants comme norme juridique et sociale en cas de séparation, etc.

Mais, d'une part, à ces indicateurs pourraient en répondre d'autres (comme l'espérance de vie, celle des femmes étant de cinq années plus élevée en Wallonie — 84 ans — que celle des hommes — 79 —, par exemple : n'y a-t-il plus radicale inégalité que celle du temps de vie ?)³; d'autre part, il n'est guère certain qu'ils soient les marqueurs d'un réel et évident progrès.

Prenons par exemple la diminution du nombre d'enfants : nous avons effectivement moins d'enfants qu'avant — ce qui pourrait signifier *a priori* que les femmes ne sont plus assignées à la reproduction, et peuvent développer d'autres activités, rémunératrices et publiques, qui leur donnent une autre place dans le monde.

Il va cependant encore de soi que ce sont les femmes qui sont garantes du contrôle de leur fécondité, comme si l'inégalité se déplaçait chaque fois qu'on pense trouver un moyen de la résorber (comme les moyens de contraception). Ainsi, alors qu'il existe une opération pour les hommes, qui se fait en ambulatoire en trente minutes et qui permet une contraception définitive et sûre (la vasectomie), les femmes continuent largement de porter la responsabilité de la contraception, par des moyens comme la pilule qui les assignent à une discipline quotidienne et comporte des effets hormonaux indésirables.

Par ailleurs, il semble que la parentalité a changé de sens (et de poids) de sorte que, alors qu'on constate une diminution du nombre d'enfants, un phénomène nouveau apparaît : la *burn-out* des parents. On a certes deux enfants plutôt que six, mais on est plus vite dépassé.e⁴ par la charge qu'ils représentent.

La maternité semble ainsi ne plus être conçue biologiquement comme un moment (à limiter autant que possible) qui tient la femme hors course, mais comme un choix de vie, un engagement, affectivement intense.

Le modèle de la femme au travail recule, la maternité se présentant toujours davantage aujourd'hui sous les atours les plus positifs de la réalisation de soi, comme si on avait oublié qu'être mère, c'est difficile et que cela engage potentiellement un accroissement de la dépendance financière des femmes à l'égard des hommes.

Liberté et asservissement

Un autre facteur pourrait contribuer de la même façon au retour de certaines façons de vivre contre lesquelles les féministes des années 70 s'étaient battues : le succès des nouvelles idéologies prônant l'écolo, le bio, le végétarien, le retour à la nature, qui entraîne avec lui le retour de contraintes dont on avait cherché à libérer les hommes et plus encore les femmes : allaiter à la demande, et pendant deux ans cultiver son lopin de terre, fabriquer son savon et faire son pain soi-même. Certaines féministes de 68 auraient ainsi considéré comme un gâchis de faire six enfants, et plus encore de les allaiter à la demande. Quel asservissement ! Il est assez classique d'opposer nature et culture, inné et acquis. Or, naturellement, physiquement (« physis » est le mot grec pour « nature »), les hommes et les femmes ne sont pas égaux.

“ On vérifie beaucoup aujourd’hui si les animaux sont bien-traités et on a des amendes importantes si tel n’est pas le cas, mais que les femmes soient maltraitées au travail n’entraîne ni vérification réelle, ni sanction ! ”

L’égalité que cherchent les femmes (et les hommes qui les soutiennent) n’est donc pas une égalité de nature, mais de droits (droit à l’éducation, droit de vote et d’accès à la possibilité de peser sur les décisions politiques, droit à un salaire équivalent à celui d’un homme pour un travail équivalent, etc.) : une égalité culturelle et politique. La question se pose alors : les idéologies liées au retour à la nature ne font-elles pas courir un risque à la lutte *politique* pour l’égalité de conditions et de droits des hommes et des femmes ?

Un autre facteur est également susceptible de dépolitiser le débat : la volonté de ne pas opposer les hommes et les femmes. C’est un combat pour une *égalité* de droits (et donc contre une inégalité). La visée d’égalité est importante politiquement : elle conduit à souligner l’inégalité, c’est-à-dire l’écart entre ceux qui ont plus et ceux qui ont moins, et oppose ainsi les riches et les pauvres, les dominants et les dominés, les hommes et les femmes.

Qui souhaite avoir moins ? Qui est prêt à se battre pour ça ? C’est délicat... C’est d’ailleurs l’une des raisons pour lesquelles les débats « politiques » d’aujourd’hui ont gommé ces termes (égalité, riche-pauvre, dominants-dominés). Dans ses ateliers de désintoxication à la langue de bois, Franck Lepage relève ainsi que l’article premier définissant les missions de l’ONU a été modifié récemment : initialement, chargée de la lutte contre les inégalités, l’ONU a redéfini sa tâche comme une lutte contre la pauvreté. Qu’est-ce que ça change ? Lutter contre la pauvreté ne conduit pas à égaliser la société, c’est plus accommodant pour les plus aisés, parce qu’on peut maintenir, voire augmenter l’écart entre riches et pauvres, tout en luttant contre la pauvreté. Lutter pour l’égalité homme-femme, cela reste une dénonciation de tout écart de traitement ou de droits entre eux. À la violence de l’inégalité répond celle de la lutte politique pour le rétablissement de l’égalité : il n’y a probablement pas à en sortir – et l’engagement est loin d’être facile. — Gaëlle Jeanmart

philocité®

1. L’émission est diffusée le dernier samedi du mois et consultable sur Podcast : www.mixcloud.com/BIPh
2. Nathalie Frieden est suisse, pays qui dispose d’une législation raffinée pour lutter contre la maltraitance des animaux, ainsi que pour éviter le dumping salarial dans les entreprises de construction. Elle souligne que, dans les deux cas, la législation permet des contrôles dans les entreprises et les sanctions liées à ces contrôles. Elle regrette qu’il n’y ait rien de tel pour les femmes : les droits des femmes sont donc « vides » à ses yeux, car ils ne sont accompagnés ni de processus de vérification ni de sanctions en cas d’infractions.
3. On peut mesurer en tout cas de cette façon une inégalité profonde entre les couches sociales (douze années de vie en plus pour les couches les plus aisées en Wallonie, par rapport aux classes les plus défavorisées ; et une mortalité générale à 61,6 ans en Afrique, pour 78,9 ans en Europe, pour donner quelques indicateurs d’une corrélation possible entre inégalité des conditions matérielles de vie et inégalité de l’espérance de vie).
4. Cet article est l’occasion de faire une entorse à un choix général d’écriture à PhiloCité consistant à se conformer à la règle grammaticale qui veut qu’en langue française, le masculin l’emporte sur le féminin. Il est également l’occasion de justifier ce choix : ce n’est pas faute d’être en désaccord avec ce reliquat patriarcal absurde ! Cependant, à l’heure actuelle, aucune formule d’écriture inclusive ne nous a suffisamment convaincu.e.s, si l’on veut garantir une lecture fluide et agréable. Nos mille excuses aux 50% de la planète que la langue de Colette, Marguerite Yourcenar, George Sand ou Simone de Beauvoir continue ainsi de bafouer...